

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Jacques B. Gélinas, *Le néolibre-échange. L'hypercollusion business-politique*, Montréal, Écosociété, 2015

Éric Martin

Les territoires de l'art. Art et politique
Number 15, Winter 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/80899ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Martin, É. (2016). Review of [Jacques B. Gélinas, *Le néolibre-échange. L'hypercollusion business-politique*, Montréal, Écosociété, 2015]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 233–236.

ainsi au jeu du marché et dépendraient de décisions politiques issues d'accords de la communauté internationale.

Morin souligne également que c'est bien le *démantèlement* de l'oligopole bancaire mondial qu'il faut viser, et non simplement la « limitation » de son pouvoir par la réintroduction d'une réelle concurrence entre ses membres. Il faut supprimer les liens qui existent entre les grandes banques, et exiger une séparation patrimoniale stricte des banques de dépôts et d'investissement. Il faut en somme « faire le pari de l'intelligence politique » pour venir à bout de l'hydre bancaire, de façon à redonner aux États leur souveraineté monétaire et éviter que les citoyens et les citoyennes fassent à nouveau les frais de la collusion et de l'appétit insatiable des grandes banques. « Le temps de l'urgence démocratique et de la lucidité politique devient impératif ! » lançait récemment François Morin, dans un entretien avec *Libération*.

Dans un essai qu'il a consacré aux périls de la finance globalisée, publié chez Lux en 2013³, l'auteur concluait qu'il faut « saigner la finance avant qu'elle nous saigne ». De la même manière, on pourrait dire qu'il faut maintenant, comme Héraclès, tuer l'hydre bancaire avant qu'elle nous dévore.

**Jacques B. Gélinas, *Le néolibre-échange.*
L'hypercollusion business-politique,
Montréal, Écosociété, 2015**

ÉRIC MARTIN

Dans ce livre, Jacques B. Gélinas propose un plaidoyer en deux parties. La première est une enquête, rigoureuse et documentée, qui démontre comment le « néolibre-échange », c'est-à-dire le libre-échange de deuxième génération, a été imposé au Canada par les États-Unis. Il est effarant, à cet égard, de voir combien la classe politique, et notamment les Parizeau et Landry, ont servi d'idiots utiles sans lesquels l'Accord de libre-échange canado-américain (ALÉ) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) n'auraient jamais pu être ratifiés. La deuxième partie de l'ouvrage présente une défense du modèle coopérativiste comme solution de rechange au capitalisme destructeur, défense marquée par un sentiment d'urgence au vu de la crise écologique et de la hausse des inégalités sociales.

Vous aimerez le néolibre-échange

Gélinas connaît son affaire. Meticuleusement, il retrace la genèse du nouveau genre de libre-échange qui a remplacé, après les années 1980, le libre-échange de

3 François Morin, *La grande saignée. Contre le cataclysme financier à venir*, Montréal, Lux, 2013.

première génération concentré autour de l'abolition des barrières tarifaires et de la libre circulation des marchandises. Le néolibre-échange, lui, est marqué par la volonté d'élargir le libre-échange à *tout*, ce qui inclut, par exemple, les services publics.

Avant les années 1980, il y a peu d'intérêt au Canada pour le libre-échange. La situation changera au tournant de cette décennie, marquée par la montée en puissance des multinationales qui deviennent plus influentes que les États. Celles-ci parviendront à imposer leur vision du rôle de l'État et à faire souffler un « vent antiétatique » aux États-Unis, puis au Canada et dans le reste du monde. Les transnationales considèrent que les mesures sociales sont dépassées et veulent une nouvelle organisation du libre-échange à l'international où tout pourra devenir objet de commerce : « L'objectif est de convertir le monde en vaste marché planétaire unifié, débarrassé des contraintes sociales et environnementales qui entravent l'activité économique. [...] *one single global unregulated market* », explique Gélinas.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada sont alors dirigés par Reagan, Thatcher et Mulroney. Ces politiciens imposeront à des populations sceptiques ou carrément opposées des accords commerciaux qui représentent un virage à 180 degrés si l'on considère la vision de l'État et des services sociaux qui avait cours dans les trente années de l'après-guerre. Désormais, il n'y a plus de société, dicit Thatcher, seulement des individus. Dorénavant, l'État n'est plus la solution, mais le problème. S'appuyant sur des idéologues néolibéraux comme Milton Friedman, une vague de propagande cherchera à diaboliser l'État social inspiré par les idées de Keynes et à présenter le marché planétaire comme la meilleure affaire au monde. Et si le marché est si bon et l'État si mauvais, n'est-il pas logique de vendre tout ce qui relevait de l'État pour en faire dorénavant le jouet du marché et du néolibre-échange ?

Pour appuyer tout ce travail idéologique, il fallait bien commencer par un exemple concret. En 1984, Israël sert de cheval de Troie pour négocier un premier accord de libre-échange global et général. Mais Israël n'est pas très populaire. Il fallait trouver un autre pays jouissant de sympathie à l'international : le Canada. D'autant plus que Mulroney était un « opportuniste habile et malléable », selon l'analyse de la CIA (Agence centrale de renseignement); il serait facile d'en faire un néolibre-échangiste convaincu. D'abord, il fallait convaincre le patronat qui concevait encore le libre-échange sur la base d'accords sectoriels (les automobiles d'un côté, les climatiseurs de l'autre, etc.). Une fois le patronat convaincu, on s'est servi, comme le montre Gélinas, de la Commission Macdonald pour convertir les politiciens au libre-échange. Si le Canada veut être moins vulnérable dans le futur, il doit négocier le libre-échange avec les États-Unis (et donc en pratique s'inféoder aux États-Unis pour devenir moins vulnérable ! Quelle logique !). Si bien qu'au final, une idée qui venait des États-Unis et qui avait été vendue au Business Council a fini par être récupérée par le gouvernement qui allait jusqu'à donner l'impression que c'est lui qui l'avait eue le premier. Même Mulroney

n'était pas convaincu au départ. Comme bien d'autres politiciens, il va virer sa veste, dans son cas à la suite d'une rencontre avec Reagan. Cette approche avait l'avantage de donner l'impression que le libre-échange n'était pas une commande américaine, mais une initiative venue du Canada (alors qu'il était justement imposé par les États-Unis.).

Les négociations vont donc s'enclencher mais les États-Unis vont délibérément trainer la patte, histoire de signer le tout à la hâte en fin de parcours et d'en concéder ainsi le moins aux Canadiens. « Par contre les multinationales états-uniennes y ont trouvé leur compte. L'Accord ouvre la porte à la commercialisation des services, affaiblit le pouvoir d'intervention des parlements canadiens – fédéral et provinciaux – établit de nouvelles règles favorables aux investisseurs étrangers [...] Et en prime les États-Unis obtiennent un accès garanti à perpétuité aux ressources énergétiques canadiennes. De plus, l'accord ouvre une brèche dans le vieux principe de l'exclusion du secteur agroalimentaire de la sphère du libre-échange », explique Gélinas.

Les idiots utiles du PQ

Pour assurer la mise en place de l'accord et éviter qu'il soit torpillé par les libéraux, Mulroney doit s'assurer d'être réélu, et il a besoin de l'appui du Québec. Difficile, puisque la société civile, les syndicats, les évêques, bref, tout le monde est contre le libre-échange, même Pierre-Marc Johnson qui dirige alors le Parti québécois (PQ). Mulroney se trouvera pourtant deux alliés de taille : Jacques Parizeau et Bernard Landry, qui pensent que le libre-échange est un grand avantage pour le Québec. Dès 1985, Parizeau défend le projet Reagan-Mulroney : « Il faut y aller et cesser d'être frileux », dira-t-il. Mulroney propose à Parizeau de devenir négociateur officiel, mais il refuse; cela ne l'empêchera pas de prodiguer des conseils à « Brian » durant cette période.

Johnson démissionne. Parizeau devient alors chef du PQ à deux conditions : ramener en avant la question de la souveraineté et mousser l'ALÉ. Cette ligne pro-échangiste est, selon Gélinas, imposée autoritairement et sans discussion aux militantes et aux militants péquistes par Parizeau. Celui-ci s'en satisfait d'ailleurs : « Avec l'aide hautement efficace de Bernard Landry, je réussis à faire effectuer un virage à 180 degrés au Parti québécois dont je viens de prendre la présidence. D'abord parce que nous pensons que le libre-échange favorise le Québec, et aussi en raison des répercussions politiques immenses que la signature de ce traité va entraîner ». Parizeau fera campagne auprès des autres politiciens. Dans les milieux d'affaires, on s'arrachera Landry, qui facturera parfois jusqu'à 15 000 ou 20 000 dollars par conférence. C'est lors d'études en France que Landry attrape la « libre-échangite » : « j'ai su profondément que les échanges les plus libres donneraient les niveaux de vie les plus élevés et les meilleurs gages de paix universelle », dit-il croire.

À l'époque, même Bourassa, qui a étudié le marché européen, comprend que le projet des États-Unis n'a rien d'égalitaire et s'oppose à l'accord. Il virera aussi

capot en échange d'avancées avec Mulroney dans le dossier Meech, et deviendra le défenseur du projet auprès des autres provinces. Malgré toute cette cabale, le projet ne lève pas dans l'opinion publique. On appelle alors en renfort l'ancien rédacteur de discours de Mulroney, nul autre que Lucien Bouchard, devenu ambassadeur en France pour venir défendre le libre-échange. La campagne finit par porter ses fruits. Bouchard et les conservateurs votent pour la ratification de l'ALÉNA.

Au final, les Canadiennes et les Canadiens ont été roulés dans la farine par les États-Unis, et par les *businessmen* et politiciens qu'ils avaient instrumentalisés. L'ALÉ sera ainsi adopté par le premier ministre-monarque, sans débat public, parlementaire ni même ministériel. La plupart des députés et ministres avoueront n'avoir même pas lu l'accord. L'ALÉ est malgré tout ratifié en janvier 1988. Le tout avec l'appui des Landry et Parizeau, qui croient que le renforcement de l'axe nord-sud protège le Québec de l'axe est-ouest, bref, des représailles économiques du fédéral advenant un vote pour la souveraineté. Ce n'est que plus tard que l'on comprendra que les États-Unis sont libre-échangistes pour les autres, mais protectionnistes chez eux. Parizeau admettra plus tard, en conférence devant des étudiantes et des étudiants, qu'il avait lu cet accord comme relevant du libre-échange traditionnel, et qu'il n'avait pas saisi l'ampleur des dégâts que le néolibre-échange ferait subir à l'autonomie décisionnelle du Québec en matière économique. Mais c'est trop peu trop tard : le Québec inc. est désormais écrasé et « intoxiqué à l'idéologie néolibérale », plombé par l'individualisme, la corruption et le culte de l'argent. D'où l'urgence, pour Gélinas, d'en finir avec ce capitalisme néolibre-échangiste, notamment à travers le coopérativisme.

L'ouvrage de Gélinas montre avec brio et précision comment le « gouvernement invisible » des multinationales est parvenu à imposer aux classes politiques et aux populations le libre-échange en toutes matières. Les passages sur le rôle joué par les Landry et Parizeau sont pour le moins troublants, à la fois immensément tristes, révoltants et ridicules : pensant utiliser le libre-échange, le mouvement souverainiste s'est laissé utiliser par les États-Unis qui n'ont jamais rien donné en retour. Si nous pouvons, en terminant, conclure par une remarque critique sur l'ouvrage, c'est pour encourager l'auteur à pousser la réflexion sur le coopérativisme : comment éviter que celui-ci ne devienne qu'une forme de capitalisme organisé dans des formes de propriété collective, ou encore un simple mode de distribution socialisée d'une production demeurant elle-même capitaliste ? À cet égard, une confrontation du modèle coopérativiste avec la théorie critique du capitalisme développée, par exemple, par le courant de la critique de la valeur (Postone, Kurz, Jappe, etc.) pourra être une avenue fructueuse pour consolider la proposition du coopérativisme comme alternative au capitalisme.